

CULTURE

Où va la culture au Conseil Départemental ?

C'est la question que pose la section CGT culture qui vient de se créer pour défendre les missions de valorisation du patrimoine et de diffusion de la culture pour tous. Ce qui passe aussi par la fin des inégalités de statut et de traitement au sein de la Direction.

La création de la section CGT Culture, au mois de janvier, intervient à une date charnière dans l'histoire du Conseil Départemental : la politique culturelle mise en œuvre par l'actuelle majorité, dans ses grandes orientations comme dans ses modalités quotidiennes, vient en effet percuter de plein fouet nos pratiques professionnelles, nos missions traditionnelles, notre sens du service public. Jusque dans les nouvelles modalités des marchés publics.

La potion est d'autant plus amère que nos établissements sont déjà le théâtre d'inégalités de rémunération, de déséquilibres entre filières, de difficultés de formation, d'une mise en place kafkaïenne du Rifseep et d'un management aussi centralisé qu'indéchiffrable...

De fortes revendications

Dans ce contexte tendu, depuis près d'un an, les agents de la culture sont progressivement entrés en lutte. La liste des actions menées (ci-après) en dit long sur la colère, et parfois la révolte, que nous animent. Et s'il n'a pas été possible,



sible, à ce jour, de faire converger toutes nos revendications en un seul temps fort, chacun voit bien les facteurs communs qui minent nos missions. Avec parfois l'abandon complet de dispositifs qui ont fait leur preuve au bénéfice de tous les publics et plus spécialement des plus fragiles pour lesquels l'absence d'accès à la culture reste un marqueur social particulièrement discriminant. Les patinoires, les soirées lounge, les séances bien-être, les lotos pour retraités, pas même l'élection de Miss Bel Âge – toutes ces nouvelles activités organisées aux ABD (archives et bibliothèque départementales) – ne compenseront jamais cela... Tant mieux si des gamins viennent patiner aux ABD, mais cela ne doit pas se faire au détriment (et sur le budget) de la culture !

Se rassembler pour revenir aux fondamentaux

L'explosion de l'événementiel, avec tous les projets fumeux autour de la gastronomie par exemple, laisse dans l'ombre des faits glacants :

- ➔ baisse de 30% de la fréquentation du Musée de l'Arles antique qui manque désespérément de 5 agents d'accueil et attend une Direction stabilisée ;
- ➔ baisse de 77% de la fréquentation

des ABD entre 2016 et 2018 avec un bâtiment qui donne de sérieux signes de vieillesse (notamment des pannes électriques graves et répétées) et un projet d'établissement qui manque cruellement ;

➔ ouverture sans cesse reportée du Museon Arlaten où les agents nécessaires ne sont toujours pas recrutés et où en plein chantier la Direction est assurée par interim et sans adjoind depuis deux ans...

Les agents du Museon Arlaten tirent la sonnette d'alarme

Ils étaient en grève, hier. Chantier retardé, postes non pourvus... les difficultés sont nombreuses



Le commentaire de notre correspondant : "Ouvrir le plus vite possible, mais pas d'entêtement". Les agents du Museon Arlaten tirent la sonnette d'alarme. Ils étaient en grève, hier. Chantier retardé, postes non pourvus... les difficultés sont nombreuses. Le commentaire de notre correspondant : "Ouvrir le plus vite possible, mais pas d'entêtement".

Redonner espoir aux agents

D'ailleurs, si pendant longtemps la création d'une section Culture paraissait chimérique (trop de distance géographique entre des sites aux missions trop différentes, trop de disparités de statut...), la gravité de la situation aplanit aujourd'hui bien des difficultés. Les discussions, les échanges dans le cadre des réunions du Collectif culture, animé par la CGT mais ouvert à tous, ont permis depuis quelques années de redonner espoir à beaucoup de collègues. Plus d'une centaine y ont participé et c'est ainsi, par exemple, que feuille de paie en mains, on peut observer qu'à responsabilité égale, un cadre de la filière culturelle peut toucher jusqu'à 100 euros de Rifseep de moins qu'un administratif... Quant aux catégories C, c'est parfois au petit bonheur qu'ils ont été ventilés dans telle ou telle catégorie... La création de la section CGT Culture va permettre de franchir à présent un pas supplémentaire. Ses membres, devenus des interlocuteurs "officiels", disposeront de moyens et de temps pour

Le RIFSEEP à la Direction de la culture

La catégorie A de la filière culturelle est fortement désavantagée par rapport à la filière administrative. Au Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, un cadre A de la filière culturelle touche en moyenne 100 € de moins par mois sur la partie IFSE qu'un cadre de la filière administrative alors que les indices des deux filières sont désormais alignés et les compétences, par conséquent, reconnues identiques. Il s'agit d'une véritable inégalité, les cadres A de cette filière étant par ailleurs fortement diplômés, assurant des responsabilités de gestion et d'encadrement d'équipe souvent importantes. La demande de revalorisation du Rifseep de la filière culturelle a été portée à de nombreuses reprises devant la collectivité et récemment évoquée lors de l'entretien avec Madame Vassal.

féderer toutes ces revendications, au plus près des agents, dans le double but de défendre et développer les fondamentaux du service public culturel tout en assurant des conditions de travail, de rémunération et... de tranquillité d'esprit correctes.

Pour nous contacter :
CollectifCulture.cgt13@outlook.fr

Les temps forts de la lutte des agents de la Culture

- **16 mai 2019** : Blocage de l'accueil du Musée départemental Arles antique
- **18 mai** : Lettre pétition des agents du Museon Arlaten
- **12 juin** : Grève du Musée départemental Arles antique
- **13 juin** : Grève du Museon Arlaten (95 % de grévistes)
- **14 juin** : Pique-nique revendicatif des agents de la culture (Arles et Marseille) au Jardin des ABD
- **27 juin** : premier préavis de grève aux Abd. Diffusion du faux flyer "Cultures en Provence" à l'occasion de l'inauguration de l'expo "Saveurs et lumières en Provence".
- **19 septembre** : actions de tractage dans le cadre des Journées du Patrimoine
- **du 2 au 10 décembre** : grande consultation par questionnaire des agents des ABD
- **16 décembre** : nouveau préavis de grève aux ABD
- **17 décembre** : opération tractage pour l'inauguration d'une... patinoire sur le parvis des ABD
- **Janvier 2020** : création de la Section culture CGT au Conseil départemental. Première rencontre avec Martine Vassal, obtention d'un rendez-vous spécifique avec la DRH.

Les ABD en souffrance : paroles d'agents

Du 2 au 10 décembre, les agents des ABD ont été consultés par la CGT et la FSU par le biais d'un questionnaire anonyme à déposer dans deux urnes disposées à cet effet, malgré la colère de la Direction de la Culture.

Depuis 2018 et l'installation sans concertation du PEPPS (Pôle événements et partenariats) sur le site Gaston Defferre, le malaise ne cesse de se diffuser chez les agents, privés de leurs espaces de programmation et de valorisation culturelles. Le service pédagogique de la BDP (6 000 élèves) a lui aussi cessé ses activités.

34 agents ont pris longuement la plume pour décortiquer le marasme ambiant et les multiples dysfonctionnements. Seuls trois d'entre eux estiment travailler dans de bonnes conditions... Il ressort de ces réflexions – très riches – une priorité absolue : rendre le site des ABD à sa vocation culturelle première "avec une réelle programmation sans autre objectif que celui de la connaissance" dans un lieu "qui doit retrouver identité et lisibilité".

Car la cause est entendue, "ce n'est plus un bâtiment culturel, c'est un bâtiment pour de l'événementiel pour un certain public" dont les "missions ont été dévoyées car nous sommes devenus une vitrine de Madame la Présidente". Au moment de la consultation, le bâtiment venait d'être plongé dans le noir une semaine entière suite à une panne électrique mais l'élection de Miss Bel Âge (mi-février) n'y avait pas encore eu lieu...

La solution passe par la rédaction d'un projet d'établissement commun – archives et bibliothèques –, le retour de la confiance à l'égard des équipes de professionnels, un vrai projet de valorisation des documents conservés, l'exercice des missions "en toute tranquillité, sans pression".

Forte de ces éléments et prenant appui sur déjà deux préavis de grève, la section CGT est légitime pour repartir au combat et imposer, avec la FSU, un retour aux vraies missions du service public de la culture..